

ENSEMBLE CONTRE LES VIOLENCES SEXISTES ET SEXUELLES



SAMEDI 23.11 À 14H PLACE DE LA COMÉDIE, MONTPELLIER

LJIN JIHAN AZADI / FEMME, VIE, LIBERTÉ :

TANT QUE L'UNE D'ENTRE NOUS N'EST PAS LIBRE, TANT QUE LES VIOLENCES MACHISTES S'EXERCERONT SUR UNE SEULE D'ENTRE NOUS, NOUS LUTTERONS !

Le samedi 23 novembre, à l'occasion de la **journée internationale contre les violences faites aux femmes** du 25 novembre, nous manifestons en **solidarité avec et pour les femmes du monde entier**, avec toutes celles et ceux qui ne peuvent pas parler, qui subissent des violences machistes et patriarcales. Nous réaffirmons notre sororité avec les femmes iraniennes et kurdes en révolte pour leur liberté, avec les femmes afghanes que le régime des Talibans cherche à faire disparaître totalement de l'espace public, avec les femmes Libanaises, Palestiniennes et leurs enfants premières victimes du génocide, les femmes Martiniquaises et de Mayotte qui subissent de plein fouet les violences coloniales et la crise économique.

La violence patriarcale s'exerce partout, à l'encontre des femmes, des enfants et des personnes LGBTQIA+. Elle trouve sa racine dans la domination patriarcale, qui continue d'organiser majoritairement les rapports sociaux. Les plus touchées par ces violences sexistes, dont les violences

économiques, sont celles qui souffrent déjà de multiples oppressions : femmes racisées, migrantes, sans papiers, femmes précarisées, handicapées, femmes lesbiennes et bi, femmes trans, femmes victime de la traite humaine.

La progression de l'extrême-droite en Europe et dans le monde est un grave danger pour les femmes. Partout où l'extrême droite et une partie de la droite poreuse à ses idées, sont au pouvoir, elles sont les premières victimes de politiques réactionnaires. Comme nous avait déjà alerté l'élection de Milei en Argentine, la récente réélection de Donald Trump ne peut que nous inquiéter sur la situation internationale.

Ici, l'extrême droite ne s'intéresse aux violences faites aux femmes et aux personnes LGBTQIA+ qu'en fonction de l'origine ou de la nationalité des agresseurs. **Le RN n'utilise la lutte contre les féminicides qu'au service de son racisme et de sa xénophobie.**

Le danger de son accession au pouvoir n'est pas du tout écarté et le gouvernement français actuel participe largement à faire son jeu. Il est en effet composé pour une large partie de membres revendiqués ou proches de la funeste "Manif pour tous" et la culture du viol prédomine aujourd'hui.

- En 2023, ce sont encore 103 féminicides qui ont été commis par un conjoint ou un ex-conjoint : des femmes assassinées parce qu'elles sont femmes.
- Le nombre de femmes victimes de violences dans le couple (213 000 par an) et d'enfants co-victimes ne diminue pas, tout comme les viols ou tentatives : 94 000 par an dont 8 000 au travail.
- 16 000 enfants sont victimes de violences sexuelles chaque année, en majorité au sein de la famille.
- Une femme en situation de handicap sur cinq a été victime de viol.
- Les femmes âgées de plus de 70 ans ne sont pas prises en compte dans les enquêtes sur les violences, alors qu'elles représentent 21% des féminicides.
- 50% des lesbiennes et 75% des bi ont été confrontées à des violences dans l'espace public.
- 85 % des personnes trans ont déjà subi un acte transphobe et la montée des idées d'extrême droite dans tous les pans de notre société a amplifié ces brutalités.
- La quasi-totalité des agresseurs sont des hommes (97,3%).

RDV LE 23 NOVEMBRE

JOURNÉE DE LUTTE CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES **MANIFESTATION** CONTRE LES FÉMINICIDES, LES VIOLENCES SEXISTES ET SEXUELLES ET TOUTES LES VIOLENCES DE GENRE

LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES, AUX PERSONNES LGBTQIA+ ET AUX ENFANTS DOIVENT ÊTRE UNE PRIORITÉ POLITIQUE.

Les gouvernements se succèdent mais les violences continuent : la plupart du temps, encore, les victimes ne sont pas crues, les plaintes classées sans suite, l'impunité des agresseurs persiste. La justice reste encore largement sourde à reconnaître ces violences et le gouvernement baisse au contraire les financements aux associations de lutte contre le sexisme. Les différents rapports du Haut Conseil à l'Égalité nous alertent sur **les violences et l'évolution inquiétante du sexisme notamment chez les plus jeunes**. Les viols perpétrés sur Gisèle Pelicot par des messieurs tout le monde, les "révélations" sur l'iconique Abbé Pierre, démontrent l'imprégnation profonde de la culture du viol. **En 2024 nous en sommes là : découvrir que les violences faites aux femmes, aux enfants, aux personnes LGBTQIA**

sont partout perpétrées par des hommes « ordinaires » ou des personnalités préférées des Français·es.

Sans politiques publiques à grands moyens, sans prévention et sans éducation, les garçons et les hommes continueront de perpétrer des violences. Lutter, revendiquer, créer un rapport de force favorable !

Des solutions existent pour changer ce terrible état de fait et faire cesser cette domination mortifère.

Les organisations féministes et syndicales ne cessent d'avancer des propositions.

NOUS EXIGEONS :

- Le financement des actions de sensibilisation dès le plus jeune âge, par la mise en œuvre réelle de l'éducation à la vie affective et sexuelle de la maternelle au lycée, comme la loi le prévoit, sans céder aux intimidations de l'extrême-droite et d'autres gardiens d'un ordre social dépassé.
- L'octroi de réels moyens pour lutter contre les cyberharcèlements sexistes et LGBTphobes.
- La mise en place de nouvelles obligations à l'égard des employeurs, afin de renforcer la protection des travailleuses face aux violences sexistes et sexuelles, y compris les violences conjugales.
- Un plan d'urgence national contre les violences faites aux femmes doté de 3 milliards d'euros.
- Une loi-cadre intégrale contre les violences comme en Espagne.

Signataires : CGT UD34, CIDFF 34, Citoyennes Maintenant, Ecologistes Mtp, FSU, Gauche écosocialiste 34, HF +, Humains et Dignes, Jeunesses anticapitalistes du NPA34, La Carmagnole, LFI, Mouvement du Nid 34, NPA 34, PG34, Planning Familial 34, Solidaires 34, Syndicat de Combat Universitaire - SCUM, UCL